

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Des Balkans occidentaux

Une publication du SER de Belgrade
Edition du 13 mars 2026

Le chiffre

LE CHIFFRE A RETENIR

7,2 Mds EUR

Valeur des importations d'hydrocarbures des
pays des BO en 2024

Région

Conséquences économiques de la guerre au Moyen-Orient

La guerre au Moyen-Orient entre Israël, les Etats-Unis et l'Iran et l'arrêt des flux transitant par le détroit d'Ormuz pourraient avoir des conséquences économiques importantes sur les pays des Balkans.

Le pétrole et le gaz constituent 38 % du mix énergétique dans les Balkans occidentaux et jusqu'à 55 % en Macédoine du Nord. Les hydrocarbures représentent également 7,2 Mds EUR d'importations (2024). Si la hausse des cours s'inscrit dans la durée, comme en 2022 au déclenchement de la guerre en Ukraine où le baril de pétrole était resté au-dessus de 100 USD

pendant 4 mois, la région pourrait faire face à une nouvelle vague d'inflation.

Outre les prix de l'énergie, la guerre pourrait également affecter les prix des matières premières agricoles. La Serbie importe de l'urée (200.000 tonnes) et des engrais complexes (NPK – 190.000 tonnes) de Russie, du Canada et de Jordanie, mais également de Chine. Elle est également un exportateur d'engrais complexe. Les semis de printemps débutent dans l'hémisphère nord et avec eux les achats d'intrants, rarement anticipés par les agriculteurs, qui pourraient voir leurs coûts de production affectés.

Pour l'instant, les gouvernements de la région ont indiqué suivre la situation énergétique et rappelé qu'ils disposent de réserves de carburants. La Serbie a, pour sa part, annoncé un [moratoire](#) sur les exportations de produits pétroliers jusqu'au 19 mars.

Bilan de la fréquentation touristique en 2025 : l'Albanie enregistre toujours la plus forte croissance en Europe

En 2025, d'après les données [Eurostat](#), la fréquentation des établissements touristiques en Albanie a connu, pour la troisième année consécutive, la hausse la plus forte du continent européen (+27 %), pour atteindre 4,2 M de personnes. Les nuitées enregistrées dans ces mêmes établissements se sont élevées à 9,7 M, en hausse de 30 % sur un an.

Au Monténégro, le secteur touristique est dans une autre dynamique : après une phase d'expansion, il semble avoir atteint une certaine maturité : les entrées de touristes (1,5 M de personnes) augmentent légèrement (+4,2 %), tandis que les nuitées stagnent depuis trois ans (entre 5,1 et 5,2 M par an). En revanche, les touristes séjournent en moyenne un peu plus longtemps au Monténégro (3,5 nuits) qu'en Albanie (2,8 nuits).

La Serbie, bien que le secteur touristique y ait moins de poids que chez ses voisins, demeure la destination la plus fréquentée des Balkans occidentaux. Les statistiques révèlent en revanche une baisse de 2 % des arrivées (4,3 M de personnes) et de 3 % des nuitées (12,3 M).

Albanie

Augmentation des importations d'électricité dans un contexte de baisse de la production

D'après [l'agence nationale de statistiques](#), la consommation d'électricité en Albanie a augmenté de 2,1 % en 2025 (de 8 171 GWh à 8 345 GWh). Dans un contexte de baisse de la production de 4,7 % (à 7 468 GWh), les besoins d'importations ont mécaniquement augmenté (+ 26,5 %, à 3 375 GWh). La baisse de la production d'électricité est imputable à la moindre performance des barrages hydroélectriques publics, qui représentaient en 2024 plus de la moitié de la production nationale, et dont la génération d'électricité a chuté de 17,4 %. Les barrages opérés par des indépendants ou via des concessions (41 % de la production totale en 2024) ont enregistré une moindre baisse de leur activité (-4,2 %). Toutefois, la génération d'électricité via d'autres canaux (renouvelables hors-hydroélectricité) a presque doublé, de 507 GWh à 984 GWh, passant de 6,5 à 13 % de la consommation nationale.

Bilan préliminaire de l'exécution budgétaire 2025

D'après le bilan préliminaire publié par le [ministère des Finances](#), le budget 2025 a été légèrement sous-exécuté (98 % pour les recettes et 97,2 % pour les dépenses), limitant le déficit à 1,8 % du PIB (contre 2,6 % prévus dans le Budget initial). Les recettes publiques (754,6 M ALL soit 7,8 Mds EUR) sont en hausse de 6,2 % par rapport à 2024, grâce à une amélioration sensible de la collecte de l'impôt sur le revenu (+ 25 %) et des contributions sociales (+11 %), qui font plus que contrebalancer le recul des impôts locaux et des revenus non fiscaux. C'est la première année de mise en œuvre de la Stratégie de revenus à moyen-terme, qui s'est traduite par une hausse des recettes fiscales de près d'1 point de PIB (de 26,2 à 27,1 % du PIB). En comparaison avec 2024, les dépenses publiques (801,7 M ALL soit 8,3 Mds EUR) augmentent plus fortement que les recettes (7,8 % vs 6,2 %), en raison d'une hausse marquée des dépenses salariales (+11,5 %) et des prestations sociales (+7,3 %). L'exécution des dépenses d'investissement se dégrade (de 89 % à 81 %), même si elles augmentent en valeur absolue et en pourcentage du PIB (de 4,5 à 5 % du PIB).

Bosnie-Herzégovine

Adoption du PRE pour la période 2026-2028

Le 5 mars, le gouvernement de la Fédération de Bosnie-Herzégovine a adopté le [Programme de réformes économiques \(PRE\) 2026-2028](#), définissant le cadre macroéconomique et budgétaire à moyen terme. Le programme s'inscrit dans le cadre de l'Instrument de réforme et de croissance pour les Balkans occidentaux 2024-2027 et de la Stratégie de développement 2021-2027. Les autorités prévoient une hausse des recettes publiques de 1,2 % en 2026, suivie d'une croissance annuelle d'environ 4,9 % en 2027-2028, tandis que les dépenses progresseraient d'environ 4 % par an. Les réformes visent à améliorer le fonctionnement du marché du travail, renforcer la compétitivité du climat des affaires et répondre aux défis démographiques, dans le contexte du processus d'intégration européenne de la Bosnie-Herzégovine.

Un prêt de 45 M EUR de la Banque mondiale pour renforcer le secteur de la santé de la République serbe

Le gouvernement de Republika Srpska a approuvé un prêt additionnel de 45 M EUR auprès de Banque mondiale, via la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, dans le cadre du [Projet d'amélioration du système de santé \(BIRD 9351 BA\)](#). Sous réserve de la signature de l'accord, les fonds financeront la reconstruction et l'équipement de quatre établissements psychiatriques, l'acquisition d'équipements médicaux et d'ambulances, ainsi que la poursuite de la numérisation du système de santé. Une partie des ressources servira également à apurer des arriérés fiscaux du Centre hospitalier universitaire de la Republika Srpska.

Les prêts bancaires en légère hausse en janvier

Selon la [Banque centrale de Bosnie-Herzégovine](#), l'encours total de crédit au secteur domestique en Bosnie-Herzégovine a atteint 28,76 Mds BAM ($\approx 14,7$ Mds EUR) en janvier, en hausse mensuelle de 69,9 M BAM (+0,2 %). La progression reflète principalement l'augmentation des prêts aux ménages (+0,4 %) et aux institutions publiques (+2,7 %), ainsi qu'aux entreprises publiques (+2,8 %). Ces hausses ont été partiellement compensées par le recul des prêts aux entreprises privées (-0,2 %). En glissement annuel, le crédit total a progressé de 11,6 %.

Kosovo

Montée de l'inflation à 6 % en février

D'après [l'Institut national de statistiques](#), la hausse des prix a atteint 6 % en février 2026 (g.a.), après 5,8 % en janvier. Depuis septembre 2024 (0,4 %), l'inflation mensuelle en g.a. augmente de façon ininterrompue. Elle est tirée par les prix alimentaires (et ceux de la restauration) et les prix énergétiques (électricité, gaz, carburants). En moyenne sur l'année 2025, l'inflation s'est élevée à 3,9 % (contre 1,6 % en 2024).

Macédoine du Nord

Creusement du déficit courant à 4,3 % du PIB en 2025

D'après les données préliminaires de la [Banque centrale de Macédoine du Nord](#), le déficit courant s'est considérablement élargi en 2025, doublant en volume pour atteindre 737 M EUR et représentant désormais 4,3 % du PIB (contre 2,2 % du PIB en 2024). Ce creusement de la balance courante est imputable à la hausse du déficit de la balance des biens (19,8 % du PIB), combinée à une légère réduction de l'excédent dans les services (6 % du PIB). Les entrées nettes d'IDE ont fortement chuté, après une année record en 2024 (de 1 Md EUR à 247 M EUR, soit de 6,6 % du PIB à 1,5 % du PIB). Le financement du déficit courant est assuré via la rubrique « autres investissements » (notamment des avances et crédits bancaires).

Appel d'offres du ministère des Transports pour l'acquisition de 150 bus électriques

Le ministère macédonien des Transports a lancé un [appel d'offres](#) pour l'acquisition de 150 bus électriques, les premiers dont s'équipe le pays pour du transport public. 100 seront destinés à la capitale Skopje et 50 aux autres municipalités. L'appel d'offres, dont la valeur est estimée à 51 M EUR, couvre aussi la fourniture de 75 stations de recharge. Il est ouvert jusqu'au 30 mars 2026.

Monténégro

Appel d'offres pour le centre de ski Hajla–Stedim – Monténégro

Le ministère des Travaux publics a lancé le 4 mars 2026 un [appel d'offres](#) pour la conception et la construction de la gare de départ du futur centre de ski Hajla–Stedim (surface 8 600 m², coût estimé à 11 M EUR). Cette infrastructure est nécessaire à l'exploitation complète de la station, qui devrait renforcer le tourisme hivernal et soutenir un développement régional équilibré dans le nord du pays.

Salaire moyen brut à 1 228 EUR en janvier 2026

Le [salaire moyen brut](#) s'est élevé à 1 228 EUR en janvier 2026, le salaire net moyen atteignant 1 026 EUR, soit +0,4 % en g.m. et +2,2 % en g.a. L'inflation de 0,1 % a entraîné une hausse réelle des salaires de 0,3 %. Les plus fortes augmentations mensuelles des salaires nets ont concerné les autres services (+3,9 %), les activités professionnelles, scientifiques et techniques (+3,7 %), l'agriculture, sylviculture et pêche (+3,4 %) et la production/distribution d'électricité (+2,7 %). Des baisses ont été observées dans la finance et les assurances (-1,5 %), l'administration publique et défense (-1,4 %), l'éducation (-1,4 %) et l'hébergement/restauration (-1,3 %).

Serbie

Régulation des pratiques commerciales après la fin du plafonnement des marges

À la suite de l'expiration, le 1er mars 2026, d'un plafonnement temporaire des marges de détail fixé à 20 %, le gouvernement serbe a adopté le 5 mars [un projet de loi sur les pratiques commerciales](#) visant à prévenir les pratiques déloyales et à renforcer la transparence des prix. Introduit en septembre 2025 pour contenir la hausse des prix, le plafonnement s'appliquait à environ 3 000 produits essentiels et aurait contribué à réduire l'inflation annuelle à 2,4 % en janvier, contre 4,7 % en août. Le nouveau cadre juridique, inspiré de la réglementation de l'UE mais plus large, couvre les produits alimentaires, d'hygiène, les cosmétiques et certains intrants agricoles. Il introduit une « liste noire » de pratiques interdites et une « liste grise » soumise à conditions afin d'encadrer les relations entre détaillants et fournisseurs. Les autorités visent ainsi à

renforcer le pouvoir de négociation des fournisseurs et stabiliser la formation des prix, dans un contexte de critiques des contrôles administratifs des prix et d'un arbitrage engagé par Ahold Delhaize (Maxi) auprès du CIRDI.

Plan d'investissement public et objectifs macroéconomiques de la nouvelle stratégie «Serbie 2030»

Les autorités serbes ont présenté [le 7 mars](#) un plan de développement économique de 48 Mds EUR visant à soutenir la croissance et les infrastructures à l'horizon 2035. Le programme prévoit 17 Mds EUR d'investissements d'ici 2030 et 31 Mds EUR supplémentaires d'ici 2035, avec un accent sur les infrastructures, la défense, la numérisation et l'intelligence artificielle. Les autorités projettent un PIB de 133 Mds EUR d'ici 2030 (contre près de 90 Mds EUR en 2024). Le salaire minimum devrait passer de 551 EUR à 760 EUR d'ici 2030, tandis que le salaire moyen atteindrait 1 700 EUR et les pensions 750 EUR. Au moins 15 Mds EUR seraient consacrés à la défense et aux projets civils, tandis que l'Expo 2027 à Belgrade devrait soutenir l'investissement, l'emploi et les exportations. Ces objectifs s'inscrivent dans un contexte de progrès macroéconomiques récents (inflation maîtrisée, créances douteuses ramenées à 2,1 % en 2025, notation « investment grade » en 2024), malgré un ralentissement de la croissance à 2 % en 2025 et des risques liés à l'incertitude politique et à la gouvernance.

Interdiction temporaire des exportations de produits pétroliers en Serbie

Le gouvernement serbe a adopté [le 9 mars](#) une interdiction temporaire d'exportation visant le pétrole brut, le diesel et l'essence jusqu'au 19 mars afin de préserver l'approvisionnement domestique et de limiter la hausse des prix. La mesure intervient dans un contexte de forte volatilité des marchés pétroliers liée aux tensions au Moyen-Orient et aux perturbations du trafic dans le détroit d'Ormuz. Les prix domestiques restent administrés, avec un plafonnement du diesel à 200 RSD/l et de l'essence à 181 RSD/l. Les hausses hebdomadaires sont limitées à 3 RSD/l. La mesure sera réexaminée avant le 19 mars.

Déficit budgétaire de la Serbie à 355 M EUR en janvier 2026

Le budget consolidé de la Serbie a enregistré [un déficit de 41,7 Mds RSD](#) (355 M EUR) en janvier, contre un excédent de 18 Mds RSD un an plus tôt. Le budget de l'administration centrale affiche un déficit de 37,6 Mds RSD,

inférieur aux 55,1 Mds initialement prévus. Les recettes totales ont atteint 190 Mds RSD, dont 160 Mds de recettes fiscales, dominées par la TVA (85,1 Mds RSD) et les accises (42,8 Mds RSD). Les recettes non fiscales se sont élevées à 29,2 Mds RSD et les dons à 0,7 Md RSD. Les dépenses ont totalisé 227,5 Mds RSD, tirées par l'investissement (67,3 Mds RSD), la masse salariale publique (52,2 Mds RSD) et les transferts aux fonds sociaux (45,4 Mds RSD). Le déficit primaire s'établit à 24,6 Mds RSD.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional des Balkans occidentaux

Rédaction : Pierre GRANDJOUAN, Davina EL-BAZE, Jean-Hippolyte FEILDEL, Branka MARKOVIC, Alexandre MARTINEZ, Fabrice PAYA, Leopold LUCQUET, Aleksandra VASILJEVIC

[Abonnez-vous](#)